

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

RENNES, le 02 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**STOCKMEIER FRANCE**

ZI La Haie des Cognets

35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : UD35/2026-54  
Code AIOT : 0005503765

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement STOCKMEIER FRANCE implanté 3, rue de la Buhotière, - ZI de La Haie des Cognets - 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objectif de réaliser un exercice inopiné du Plan d'Opération Interne (POI) en heures non ouvrées et en simultané avec le site voisin exploité par la société Triadis Services.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCKMEIER FRANCE
- 3, rue de la Buhotière, - ZI de La Haie des Cognets - 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande
- Code AIOT : 0005503765

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Stockmeier France est spécialisée dans la formulation et la distribution de produits chimiques.

#### **Thème de l'inspection :**

- Exercice POI inopiné

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de l'exercice, l'équipe d'inspection a constaté que l'organisation mise en place par l'exploitant lui a permis de pallier l'absence d'équippers prévention sécurité (EPS), notamment grâce à la maîtrise affichée par le cadre d'astreinte. La communication vers les services de secours et la restitution des événements au cours de l'exercice ont été efficaces. Toutefois, les renseignements relatifs aux premières minutes de l'évènement n'ont pas été portés au tableau de synthèse dans un premier temps. Cela n'a pas permis au directeur de site de prendre connaissance de la situation rapidement à son arrivée. Par ailleurs, les modalités de recensement des personnes présentes sur le site (personnel et personnes extérieures à l'entreprise) sont à revoir pour permettre de s'assurer rapidement que l'ensemble du personnel présent sur site a bien été évacué.

Enfin, l'équipe d'inspection a été étonnée de ne pas être sollicitée par l'agent de sécurité en charge de la ronde dans le bâtiment de direction. Une fois sa ronde terminée, celui-ci est passé devant les inspecteurs présents sans même s'enquérir de la raison de leur présence en pleine nuit.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan d'Opération Interne_Formation et présence du personnel d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et point g de l'annexe V de l'arrêté ministériel, article 58 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2003, article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, points d et e de l'annexe V	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point f de l'annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
8	POI commun	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point c de l'annexe V	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
9	Moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices	Code de l'environnement, article R.515-100	Sans objet
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cet exercice POI inopiné, réalisé à l'initiative de l'Inspection a mis en évidence l'absence d'équipiers prévention sécurité (EPS) sur site contrairement à ce que prévoit l'organisation de crise définie dans le POI rédigé par l'exploitant. Si l'action du personnel présent a été efficacement coordonnée par les cadres présents lors de l'exercice, il n'en demeure pas moins que l'absence d'EPS formés au moment du déclenchement de l'exercice a pu retarder la mise en œuvre des moyens d'extinction. L'Inspection estime également que les délais pour alerter les services d'intervention et de secours, la Préfecture et la mairie de Saint-Jacques de la Lande sont trop longs. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir rapidement la liste des personnes présentes sur le site pour permettre d'effectuer un recensement exhaustif du personnel évacué au point de rassemblement. Enfin la notion de POI commun avec la société voisine Triadis Services, dont les installations sont elles-aussi Seveso seuil haut, reste à démontrer.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection des installations classées a fait procéder à un exercice POI inopiné hors heures ouvrées sur le site Stockmeier. Cet exercice était conjoint à un exercice POI inopiné sur le site voisin exploité par la société Triadis. L'exercice a débuté peu avant 22h pour s'achever peu avant minuit. Le scénario retenu était un incendie dans la zone de stockage A14 où sont stockés des emballages vides. Le scénario prévoyait une propagation de l'incendie au site voisin de Triadis.</p> <p>Le détail chronologique de l'exercice est présenté en annexe confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan d'Opération Interne\_Formation et présence du personnel d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et point g de l'annexe V de l'arrêté ministériel, article 58 de l'arrêté préfectoral de 29/08/2003, article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</u> [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...] L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. [...]  <u>Point g de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</u> Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes.  <u>Article 58.8 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 :</u> L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir, en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie.  <u>Article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :</u> Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b> Les constats sont détaillés en annexe confidentielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En application des dispositions de l'article 5 et du point g de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, de l'article 58.8 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 et l'article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant doit s'assurer que des équipiers prévention et sécurité formés sont présents en nombre suffisant pour pouvoir intervenir à tout instant, conformément à l'organisation de crise définie dans le POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Plan d'Opération Interne – Alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Points d et e de l'annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
<b>Constats :</b> Les constats sont détaillés en annexe confidentielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de respecter les dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant doit revoir son organisation pour que les autorités locales soient informées rapidement du déclenchement d'un POI. Il doit également être en capacité de recenser l'ensemble des personnes présentes sur site (personnel, sous-traitant ou personnes extérieures à la société) afin de limiter les risques pour ces personnes et les services d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Point f de l'annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
<b>Constats :</b> Les constats sont détaillés en annexe confidentielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de respecter les dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant doit revoir son organisation afin de procéder, dans un délai court, à la levée de doute et à l'alerte des services d'intervention et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> Lors de l'exercice, l'équipe d'inspection a constaté que l'état des stocks détaillé était disponible dans un délai adapté à la situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.  2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'exercice, les états des stocks (détaillés et synthétiques destinés au grand public) édités comportaient l'ensemble des informations attendues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</li> </ul> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> <li>les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats sont détaillés en annexe confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : POI commun

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Point c de l'annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI commun
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Point c de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :</u> Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;  <u>Circulaire du 10 mai 2010 :</u> B.2. Entreprises voisines Un cas particulier peut être considéré pour la détermination de la gravité d'un accident potentiel vis-à-vis des personnes travaillant dans les entreprises voisines.  On peut considérer que ces personnes sont, du fait de leur niveau d'information et de leur proximité industrielle avec le site à l'origine du risque, moins vulnérables que la population au sens général et donc moins exposées (au sens de l'AM « PCIG » du 29 septembre 2005).  Dans la suite de cette partie, l'exploitant à l'origine du risque sera appelé X et l'entreprise voisine sera appelée Y.  Il est proposé d'accepter le comptage suivant : les personnes travaillant dans l'entreprise Y peuvent ne pas être comptées comme exposées au sens de l'arrêté « PCIG » du 29 septembre 2005 si et seulement si les conditions suivantes sont remplies : <ol style="list-style-type: none"><li>1. l'exploitant X et l'entreprise Y disposent d'un POI ou l'entreprise Y est incluse dans le POI élaboré par l'exploitant X</li><li>2. les deux POI (lorsque Y n'est pas incluse dans le POI de X) sont rendus cohérents notamment :<ol style="list-style-type: none"><li>a. par l'existence dans le POI de Y de la description des mesures à prendre en cas d'accident chez X</li><li>b. par l'existence d'un dispositif d'alerte / de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez Y en cas d'activation du POI chez X</li><li>c. par une information mutuelle lors de la modification d'un des deux POI</li><li>d. le cas échéant, par la précision duquel des chefs d'établissement prend la direction des secours avant le déclenchement éventuel du PPI</li><li>e. par une communication par X auprès de Y sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact chez Y</li><li>f. par une rencontre régulière des deux chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence.</li></ol></li><li>3. un exercice commun de POI est organisé régulièrement</li></ol>
<b>Constats :</b> Les constats sont détaillés en annexe confidentielle.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Point c de l'annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI commun
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réviser son POI afin de le rendre cohérent avec celui de TRIADIS et que soit constitué un POI commun ou articulé. A défaut, l'étude de dangers devra être modifiée pour comptabiliser les salariés de TRIADIS dans l'évaluation de la gravité des événements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Moyens d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de l'exercice, le volant du poteau incendie n°9 était grippé, nécessitant l'usage d'une clé d'ouverture qui n'était pas entreposée à proximité. La recherche de cette clé a fait perdre plusieurs minutes dans la mise en action de la lance incendie déployée à proximité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de respecter les dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit s'assurer que les moyens de lutte contre l'incendie soient maintenus et opérationnels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois